

Que faire ? Scénarios de sortie de crise

François Morin, mars 2009

Les réunions internationales prévues à partir d'avril 2009 permettent d'anticiper un premier scénario de sortie de crise : celui d'une reconduction, avec plusieurs aménagements, du système financier international tout en maintenant les logiques actuelles. Mais d'autres scénarios peuvent également être envisagés selon que des ruptures liées au mouvement social puissent perturber fondamentalement ce premier scénario ; ces ruptures pourraient conduire, ou bien à des chocs dramatiques notamment sur un plan politique, ou bien encore à des recompositions économiques et sociales à caractère alternatif.

Compte tenu de la disparition progressive des cadres macroéconomiques traditionnels, de l'impuissance constatée des politiques économiques et publiques, de la montée des déséquilibres économiques et sociaux, il est légitime de se demander si cette globalisation financière n'est pas une des causes directes de ce qu'il faut bien aussi appeler la crise du politique que traversent nos sociétés démocratiques. Cette crise ne se nourrit-elle pas de l'absence de projet en raison précisément de l'absence de moyens ou de marges ? N'alimente-t-elle pas aussi la dissolution du lien social en raison du repli général sur des valeurs individuelles ?

Pour refonder une démocratie basée tout aussi bien sur des valeurs de solidarité que sur des valeurs individuelles, ne faut-il pas penser désormais autrement pour agir autrement ? Peut-on laisser des pouvoirs privés, aussi concentrés et puissants, dans le poste de commande de la finance globalisée ? Faut-il continuer à laisser faire ?

Les accusés actuels de la dernière crise s'apparentent davantage à des boucs émissaires qu'aux responsables réels. On y trouve les agences de notation qui n'auraient rien vu venir et qui auraient contribué à accélérer la crise ; les régulateurs financiers qui n'auraient pas eu la capacité de voir ce qu'il y a dans « les arrières boutiques » (paradis fiscaux) ; ou encore les émetteurs financiers (hedge funds) qui ne pratiqueraient pas suffisamment la transparence sur les risques encourus, ou enfin, les investisseurs qui s'aveuglèrent eux mêmes sur les risques qu'ils prennent.

En réalité, la crise du système financier internationale a des racines bien plus profondes qui sont celles de la financiarisation des risques promue par une finance libéralisée et globalisée. Les banques centrales, elles-mêmes, ont perdu leur pouvoir de régulation face à ces marchés et à des acteurs bancaires globalisés. Elles ont perdu toute action de régulation sur les taux d'intérêt à long terme. De même, sur les taux court, l'influence des marchés et des acteurs est devenue prépondérante. Il faut donc revoir de fond en comble le système de régulation des marchés monétaires et financier. Trois objectifs essentiels pourraient être envisagés pour cette refondation :

- la création d'un système de régulation global de la sphère monétaire et financière face à des marchés globalisés ;
- la rupture avec la norme financière qui impose des rentabilités non soutenables et exigibles a priori ;
- la révision des formes actuelles de gouvernance des entreprises qui ne favorisent que la seule valeur actionnariale.

Pour faire ainsi front, la question qui se pose aujourd'hui est bien finalement celle de la mise en place de contre-pouvoirs effectifs, face à ce nouveau pouvoir bancaire concentré. La réponse ne peut pas être seulement partielle comme, par exemple, la taxe Tobin. Celle-ci ne s'intéresse qu'aux flux de capitaux à court terme qui transitent sur le marché des changes, soit un compartiment très particulier de l'un des marchés de cette finance globale. À question globale, il faut, à l'évidence, maintenant une réponse globale. Tel est le véritable enjeu d'une nouvelle architecture de régulation qui soit en capacité de faire face réellement à cette finance internationale.

Scénario 1 - La continuité avec aménagements

En l'état actuel, le scénario de reconduction du capitalisme financier avec aménagements est probablement le scénario le plus crédible et le plus probable, mais on peut se poser légitimement la question de savoir jusqu'à quand. Les mesures prises par les gouvernements de soutien au système bancaire sont sensées permettre une relance de l'activité économique en évitant une trop grave crise économique et donc en évitant la crise sociale.

La séquence serait alors la suivante. Tout d'abord, et cela a déjà commencé, une vaste recapitalisation des banques de l'oligopole sera engagée grâce aux capitaux publics avec, en contrepartie, l'apurement de leurs actifs toxiques. Cette recapitalisation exigera des appels massifs aux marchés financiers qui, à leur tour, entraîneront probablement des tensions sur les taux d'intérêt à long terme.

La hausse de ces taux, doublée du crédit crunch actuel, tarira, comme on le voit déjà, la croissance des pays du monde entier avec des taux de croissance nuls ou négatifs pour les pays les plus développés et légèrement positifs pour les pays en développement. Le chômage est alors appelé à se développer massivement ; une fois l'apurement des bilans des banques réalisé, celles-ci retournent au secteur privé. La confiance revient peu à peu aussi bien parmi les milieux financiers, les salariés, consommateurs, retraités.

Ce premier scénario est aussi celui d'une récession courte qui s'achèverait dans la première partie de l'année 2010. Cette séquence serait la moins pénalisante en matière de chômage et de pouvoir d'achat. C'est dans ce scénario que s'inscrit le sommet de Washington, lorsqu'il évoque, de façon d'ailleurs assez vague, l'utilité d'une politique de relance. C'est aussi l'hypothèse à laquelle pense le Directeur Général du FMI lorsqu'il préconise d'user, face à la récession, de l'arme budgétaire.

On ne doit pas cependant exclure une récession qui irait au-delà de l'année 2010. Les conséquences pour l'emploi et les revenus de ménages seraient plus sévères. De mauvaises politiques économiques pourraient y conduire. Cela pourrait aussi se produire si la crise financière était mal surmontée, si les banques restreignaient trop longtemps le crédit ou si les gouvernements ne menaient pas de façon coordonnée, en particulier en Europe, des politiques de lutte contre la crise. Ce scénario est évidemment possible.

Ce scénario intègre les aménagements qui seront discutés lors des prochaines réunions internationales. Il s'agit, pour l'essentiel, d'introduire de nouvelles règles du jeu concernant l'architecture du système financier international et sa stabilité.

La nouvelle régulation porterait, on l'a vu, sur les agences de notation, les règles comptables qu'il faudrait assouplir, une meilleure transparence des Hedges Funds et des paradis fiscaux, et enfin une révision des règles sur les bonus.

Toutefois, la phase finale de ce scénario est problématique. On ne voit pas en effet ce qui empêcherait un tel scénario de se reproduire dans un nouveau cycle avec, à la clé, la formation d'une nouvelle bulle d'actifs encore plus gigantesque. Plusieurs raisons militent en ce sens. D'une part, des liquidités énormes ont été déversées par les Banques Centrales sur les marchés, et d'autre part celles-ci font tout pour tirer vers le bas les taux d'intérêt. Bref, on est en train de recréer les conditions de formation d'une nouvelle bulle financée par le crédit. Mais une raison plus fondamentale permet d'entrevoir la reconduite d'un scénario analogue. Il n'est pas envisagé de revenir sur la double libéralisation des taux de change et des taux d'intérêt qui sont pourtant bien à l'origine de l'hypertrophie de la sphère financière actuelle et des pratiques spéculatives. Il est alors fortement probable qu'une nouvelle crise systémique surviendra au moment de l'éclatement de cette nouvelle bulle (une hyper-bulle !), avec des effets encore plus ravageurs que ceux de l'actuelle crise.

Scénario 2 - La rupture systémique sociale

Un scénario de rupture brutale doit également être envisagé, mais sa probabilité d'occurrence est moins élevée que celle du scénario précédent. Toutefois, cette probabilité augmente avec la poursuite d'un cycle de bulles suivis de leur éclatement.

Le point de départ est identique au scénario précédent (ou à un cycle ultérieur de ce même scénario), mais avec une explosion sociale violente dans plusieurs pays tenant à la baisse du pouvoir d'achat, et au développement d'un chômage de masse.

Ce scénario est donc celui d'une véritable dépression doublée d'une déflation, entraînant à son tour une déflagration sociale. Certes, personne ne sait jusqu'où l'économie productive va chuter, mais surtout personne ne peut prétendre sérieusement qu'elle pourra redémarrer d'elle-même : dans les années 30, il fallut une seconde guerre mondiale ; au Japon, à partir de la crise financière de la fin des années 80, plus de dix ans et, encore la croissance n'est-elle timidement repartie, que parce que le reste de l'Asie et du monde connaissait une forte croissance. En même temps, la situation n'est pas celle de 1929. On ne sort pas d'une guerre dévastatrice, et on n'est pas encore dans un monde politiquement et socialement disloqué (par les révolutions et les contre-révolutions), ni dans une économie internationale fractionnée en blocs protectionnistes.

Mais, on ne peut exclure que les luttes sociales puissent avoir des effets de contagion à une large échelle. Il y aurait alors confrontation entre le pouvoir financier, notamment de l'oligopole bancaire, (appuyé le plus souvent par les pouvoirs politiques) et le pouvoir des citoyens. Cela pourrait déboucher sur des dérives de toute sorte, notamment des dérives totalitaires ou bien des replis identitaires exacerbés (de type fasciste), avec de possibles confrontations armées entre pays.

Ajoutons que dans un tel scénario, on ne peut également exclure une confrontation de type économique entre la zone dollar et la zone euro ; dans cette confrontation, on sait que l'euro ne partira pas dans une position de force en raison de la fragilité de la gouvernance politique européenne.

Scénario 3 - La recomposition alternative

Un dernier scénario que l'on appellera « alternatif » peut encore s'envisager. Mais sa probabilité d'occurrence est pour l'instant faible. Son intérêt est cependant d'ouvrir, pour nos consciences, et ensuite pour nos pratiques, un espace sur des chemins moins sombres que les deux précédents. On peut reprendre ici le même scénario que le précédent, mais au moment des explosions et des luttes sociales, on observe une prise de conscience des enjeux mondiaux liés à la globalisation financière par des citoyens organisés ou par un ou plusieurs peuples.

La crise, perçue comme globale, joue alors le rôle d'un véritable électrochoc auprès d'opinions publiques lassées par les promesses jamais tenues et en butte à une situation qui, à tous les niveaux, se dégrade. Il y va sans doute de la démocratie et de la paix dans le monde. Pour cela, il faut prendre en compte ce qui a réussi au milieu des années 30 et à Bretton Woods en 1944 et les dépasser pour assumer les exigences altermondialistes, sociales et écologiques de notre temps.

En premier lieu, il faudra tout à la fois mettre en œuvre un plan de relance de la demande mondiale, sociale et écologique et refonder le système financier et monétaire mondial ; pour financer l'ensemble, il faut à la fois recourir à une fiscalité réellement redistributrice et à la création monétaire.

Mais ensuite, pour le Nord, les prises de participations au capital ou les nationalisations bancaires devront être consolidées dans la durée grâce à une action politique. Par exemple, des pôles financiers publics pourraient alors émerger et fonctionner comme investisseurs de long terme dans les secteurs les plus vitaux de l'économie. Dans une perspective de développement durable, ces pôles seraient d'un apport considérable pour promouvoir, à grande échelle, la finance solidaire, les énergies renouvelables et le commerce équitable.

Simultanément, pour le Sud, et pour les plus grands pays, il pourra y avoir des marges pour changer de politique interne, dans un sens qui pourrait permettre la réduction des grands déséquilibres et des inégalités. De même, on pourrait imaginer des formes d'intégration régionale beaucoup plus poussées que celles qui existent aujourd'hui, pas seulement sur le plan commercial ou économique, mais également sur un plan monétaire. Ces regroupements seraient essentiels à la formation d'un monde multipolaire, gage de plus grande stabilité internationale, mais aussi pour chaque pays participant.

La question monétaire

En relation avec ce dernier point, il est indispensable d'ajouter à ce dernier scénario une utopie monétaire qui doit éclairer cependant l'avenir. Si l'hypertrophie de la sphère financière actuelle tient pour l'essentiel, à la déréglementation des taux de change et des taux d'intérêt, ne faut-il pas, sur ce plan-là, apporter une réponse nécessairement globale ? Ne faut-il pas alors, à l'instar de la crise climatique dont les solutions passent par des mesures à la fois locales, nationales et internationales, imaginer un dispositif analogue, et notamment des règles internationales sur la formation des taux d'intérêt et des taux de change ?

On reprendrait alors l'idée d'une « monnaie commune » vers laquelle il faudrait aller, certes par étapes, mais considéré finalement comme un patrimoine commun de l'humanité. On aurait là le moyen le plus efficace pour dégonfler la sphère financière, lutter contre les spéculations de toute sorte, et notamment des prix alimentaires, et retrouver ainsi les fondamentaux de la vie économique en société.

En attendant que la communauté internationale se saisisse à bras le corps de la question monétaire, ce que le G20 a pour l'instant refusé de faire, il apparaît que cette question ne se pose pas vraiment pour l'ensemble des pays qui ont accumulé dans leurs réserves des masses d'exodollars. Elle ne se pose pas également pour les USA, qui profitant, au moins encore pour un temps, du privilège de monnaie de référence du dollar, vont se permettre un déficit d'au moins 8% de leur budget et se dirigent vers un taux d'endettement de 100%.

Mais évidemment, la question ne se pose que pour l'Europe et l'ensemble des pays hors G 20. Pour la première, un plan massif d'emprunts de la Banque Européenne d'Investissement, libellé en euros, doit venir financer l'ensemble des pays les moins avancés de la zone. Pour l'ensemble des autres pays du monde, avec leurs gigantesques besoins dans les domaines alimentaires, sanitaires, écologiques, d'infrastructures, d'éducation, etc., la création des moyens de financement ne peut être mise en œuvre que par un FMI, complètement transformé.

En fait, l'instrument existe – les droits de tirage spéciaux, inventés au tournant des années 70 pour faire face aux besoins de l'administration Nixon – et il peut être mis en œuvre du jour au lendemain par simple décision du conseil d'administration du FMI, comme l'avait proposé le prix Nobel J. Stiglitz au lendemain du 11 septembre. Ces DTS devraient être mis à la disposition des banques régionales de développement, avec la participation active, aux côtés des gouvernements nationaux de l'ensemble des sociétés civiles et des ONG concernés, afin de minimiser les risques de mal gouvernance et de corruption.

En réalité, plus qu'une question théorique ou technique, c'est la question géopolitique de la composition du FMI, qui est désormais prioritaire. La première réunion du G20 a heureusement admis cette nécessité. Il faut aller désormais plus loin, en intégrant l'ensemble des institutions économique mondiales (FMI, Banque Mondiale, OMC, BRI, OCDE,...) dans le système des Nations Unies, lui-même transformé, et le respect scrupuleux de sa charte. La balle est donc précisément dans le camp de la prochaine administration Obama. Pour mener à bien, une telle stratégie de transformation mondiale, le temps est venu de constituer un large front progressiste mondial, capable de réussir là où les fronts populaires d'antan échouèrent.

La question écologique

Une leçon se dégage des événements les plus récents : il sera demain nécessaire d'articuler l'agenda de la réforme financière et celui de la discussion de l'après Kyoto parce que la crise se manifeste sous divers aspects. Mais, fondamentalement, elle est "une".

Réguler la quantité de carbone mise sur le marché, encourager le développement des solutions alternatives et permettre à la Chine comme à d'autres pays émergents de monétariser leurs futurs certificats carbone : voilà une série de nécessités. Le carbone biologique pose également un problème complémentaire qui ne peut être écarté : l'exploitation de la forêt et la disparition des puits de carbone (biomasse et humus des sols) correspond à environ 40 à 60% des émissions de GES : donc, là aussi, il faut monétariser les puits de carbone pour dissuader les pays détenteurs de les détruire.

C'est pourquoi il faut proposer que les organismes de micro-crédits intègrent les certificats carbone locaux certifiés par les agences dépendant de la banque de compensation carbone, et qu'ils soient fédérés au niveau des pôles régionaux. Les banques régionales de développement devraient arbitrer elles-mêmes entre les usages de la biomasse : conservation, alimentation, habitat et bio fuels. Ce qui revient également à effectuer des choix entre le climat, la biodiversité et l'empreinte du développement.

En conclusion, ce dernier scénario amène finalement à se poser la question du capitalisme et de sa transformation nécessaire comme réponse à la crise globale que l'économie mondiale traverse actuellement. Le capitalisme est souvent identifié à l'économie de marché. Le marché est sans doute une technique d'échange et d'allocation des ressources souple et efficace. Mais une technique ne fait pas un mode de production. On peut très bien concevoir une économie de marché qui ne soit pas sous la domination du capital. En tout cas, le capitalisme financier, auquel on a tant laissé les coudées franches, a fait la démonstration de son inaptitude à s'autocontrôler et même de sa dangerosité. Parallèlement, les dogmes du libéralisme économique sont aujourd'hui sérieusement remis en cause. Les voies d'une alternative concrète passe par une régulation de l'économie, un partage équitable des richesses, un développement durable partout sur la planète, la liberté mais aussi la justice et un engagement résolu de l'État comme représentant des citoyens.

Nos sociétés sont fondées sur l'économie de marché mais ne se réduisent pas à un marché. Elles sont fondées sur des valeurs. Contrôler la sphère financière, rendre aux Etats relayés par les organisations internationales leur rôle de supervision et d'orientation de l'économie, assurer une répartition plus équitable des revenus (ce qui passe aussi par la remise en cause des privilèges d'une caste qui a dissocié son sort de celui des autres), chercher à promouvoir pour tous sur la planète un développement équilibré sont des exigences pour un monde qui cherche des alternatives à la situation catastrophique actuelle.

Nos communautés nationales sont rassemblées par des valeurs, elles sont mues par des exigences : la liberté, la sécurité, l'épanouissement individuel et le bien être collectif, pour lesquels l'économie ne peut être qu'un moyen. Penser autrement, agir concrètement, ouvrir des chemins alternatifs, c'est peut-être aussi redécouvrir les aspirations multiples de l'homme.